Editorial

Les syndicats veulent un REACH plus ambitieux

La Confédération européenne des syndicats (CES) a organisé les 11 et 12 mars derniers une grande conférence sur REACH, la proposition de réforme de la législation européenne sur les substances chimiques. Cette conférence, prolongement direct des déclarations de la CES[1], a été une contribution constructive des travailleurs européens au processus d'élaboration du futur règlement européen. Elle a permis aux principales parties prenantes d'échanger leurs points de vue et d'entendre les positions, parfois divergentes, des uns et des autres.

Près de 200 personnes ont participé à ces deux jours de débat. Outre la centaine de délégués des organisations membres de la CES, de nombreux invités ont aussi pris part aux discussions parmi lesquels des représentants de la Commission européenne, des Etats membres, du Parlement européen mais aussi de l'industrie, des associations de consommateurs et des principales ONG environnementales.

Le message unitaire et concerté que la CES et ses membres ont voulu faire passer au cours de la conférence est très clair : les travailleurs européens soutiennent cette réforme et voudraient voir certaines dispositions réintroduites ou renforcées.

Dans la présente publication, entièrement consacrée aux résultats de notre conférence, nous commençons par résumer les messages qui ont été délivrés par nos invités : Stavros Dimas, commissaire européen à l'Environnement, Guido Sacconi, rapporteur principal sur REACH pour le Parlement européen, Lucien Lux, ministre d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représentant la présidence du Conseil, Jean-Paul Mingasson pour l'UNICE et John Hontelez pour le Bureau européen de l'environnement.

John Monks
Secrétaire général de la CES

Dans la première partie, dédiée aux impacts de REACH, nous analysons les résultats des études d'impacts complémentaires réalisées par l'industrie et nous présentons les résultats d'une étude commanditée à l'université de Sheffield qui montre que les bénéfices économiques de REACH pour la santé des travailleurs européens pourraient être plus importants que le coût total de sa mise en œuvre.

Dans les deuxième et troisième parties, à travers les contributions de divers experts, REACH est d'abord replacé dans le contexte de la politique industrielle européenne afin de mieux comprendre ses liens avec l'innovation et la compétitivité ; et des pistes sont ensuite proposées pour faciliter la mise en œuvre de la réforme.

[1] Voir les déclarations de la CES sur REACH, adoptées par son Comité exécutif lors des sessions des 17-18 mars et du 1er décembre 2004. Publiées dans la brochure *REACH au travail* et consultables sur www.etui-rehs.org/hesa > Dossiers > Agents chimiques.

Dans les conclusions, nous détaillons et justifions les propositions de la CES pour améliorer le texte adopté par la Commission en octobre 2003. Fruit d'un long processus de discussion et de concertation entre toutes les fédérations et confédérations membres de la CES, les propositions des travailleurs visent à optimiser le rapport ente les coûts et les bénéfices attendus, notamment en termes de santé et de sécurité pour les travailleurs.

Depuis mars dernier et notre conférence, de nouveaux éléments sont venus alimenter le débat sur REACH : l'étude d'impact KPMG, rendue publique en mai, a démontré que les coûts de REACH sont parfaitement maîtrisables et les résultats de l'exercice SPORT ont établi la faisabilité pratique de la réforme.

Ces dernières informations confortent la CES dans sa demande de poursuite du processus de co-décision et d'adoption dans les meilleurs délais de la réforme de la législation européenne sur les produits chimiques.

Les syndicats européens appellent le Parlement européen et le Conseil à tenir compte de leurs propositions d'amélioration et des amendements qui en découlent.

La CES continuera de suivre le processus REACH et apportera tout son poids pour assurer qu'il s'inscrit dans la construction d'une Europe socialement responsable et soucieuse de développer un marché du travail performant avec des emplois nombreux et de qualité. ■

John Monks,
Secrétaire général de la CES

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

2 **Les syndicats veulent un REACH plus ambitieux,** *John Monks*

INTRODUCTION

4 **REACH : à la recherche du difficile équilibre entre compétitivité et santé,** *Denis Grégoire*

REACH : IMPACTS ÉCONOMIQUES ET SANTÉ DES TRAVAILLEURS

8 **Point de vue syndical sur les études d'impact économique complémentaires,** *Marc Sapir*

12 **L'impact de REACH sur les futures maladies respiratoires et de la peau,** *Simon Pickvance*

15 **REACH et la législation sur la protection des travailleurs,** *Tony Musu* et *Henning Wriedt*

REACH ET LA DYNAMIQUE INDUSTRIELLE

20 **REACH, levier pour une chimie durable : conditions et modalités,** *Bernard Bordes, Fabrizio Giacalone, Patrick Roturier*

29 **Une politique de développement durable offensive : un label REACH,** *Mourad Attarça*

30 **Législation environnementale, innovation et compétitivité : tisser l'indispensable lien,** *Michael Warhurst*

REACH ET LES AUTRES POLITIQUES EUROPÉENNES

36 **La recherche et REACH,** *Dominique Olivier*

39 **L'application anticipée de REACH à travers le dialogue social et les accords volontaires,** *Giuseppe D'Ercole*

CONCLUSIONS

42 **Propositions de la CES pour améliorer REACH**

49 **Perspectives,** *Joël Decaillon*